

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 TARBES

TARBES, le 8/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



PSI (PYRENEES SERVICES INDUSTRIE)

570 rue Peyrehitte
B.P. n 9
65300 LANNEMEZAN

Références : 2022-0927-Dp
Code AIOT : 0006802706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2022 dans l'établissement PSI (PYRENEES SERVICES INDUSTRIE) implanté Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 LANNEMEZAN. L'inspection a été annoncée le 12/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSI (PYRENEES SERVICES INDUSTRIE)
- Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 LANNEMEZAN
- Code AIOT : 0006802706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PSI exploite sur son site « Enviropôle » à Lannemezan, diverses activités de gestion des déchets, autorisées, notamment, par l'arrêté préfectoral n°65-2016-09-05-003 du 05/09/2016.

Le classement Seveso seuil bas du site est du à la présence de deux cuves de stockage de bains usagés acide, en provenance d'unités de traitement de surface, de mention de dangers H301, classables sous la rubrique 4140 et présentes sur l'unité de neutralisation.

Thème de visite retenu : gestion de la sous-traitance sur les sites Seveso (action nationale 2022).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Organisation, formation	AP Complémentaire du 05/09/2016, article 7.1.2.4	/	Sans objet
2	Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants)	AP Complémentaire du 05/09/2016, article 7.1.2.4	/	Sans objet
3	Opérations d'entretien et de maintenance (permis de feu)	AP Complémentaire du 05/09/2016, article 7.5.1	/	Sans objet
4	Formation des entreprises extérieures (plan de formation)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
5	Formation des entreprises extérieures (contenu des formations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
6	Formation des entreprises extérieures (tenue des formations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
7	Formation des entreprises extérieures (traçabilité)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
8	Formation des entreprises extérieures (vérification)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
9	Formation des entreprises extérieures (à disposition de l'inspection)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu des informations transmises par l'exploitant et des constats réalisés par l'Inspection des installations classées, il apparaît que la gestion des entreprises sous-traitantes est bien encadrée sur le site PSI de Lannemezan (Enviropôle). Quelques axes d'améliorations sont toutefois proposés à l'issue de l'inspection afin de mieux formaliser le suivi et la traçabilité de certaines actions réalisées. L'exploitant doit tenir informé l'Inspection des installations classées des améliorations apportées à son dispositif.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation, formation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/09/2016, article 71.2.4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Politique environnementale et prévention du risque
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers. Extrait EDD – Partie 8.4 : Politique environnementale et prévention des risques du site [...] Un système de management de la Santé, la Sécurité et l'Environnement a été mis en place sur l'ensemble des sites de la société dont le site de Lannemezan. [...] Toutes les activités présentes sur le site de Lannemezan ainsi que celles des sous-traitants sont prises en compte dans ce système de management.
Constats : L'exploitant dispose de procédures et documents encadrant la gestion des sous-traitants au sein de son installation de Lannemezan. La liste des sous-traitants qui interviennent sur le site a été transmise à l'inspection des installations classées. A fin octobre 2022, cette liste comptait 48 entreprises. Une entreprise sous-traitante était présente sur site le jour de l'inspection (travaux de soudure et autres). Elle figure bien sur la liste fournie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/09/2016, article 71.2.4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Qualification et formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers. Extrait EDD rapport RDSOSO00487-04 du 30/01/2015 – Partie 8.6 : Qualification et formation du personnel Les opérations sur les installations le nécessitant sont réalisées par une entreprise spécialisée disposant des habilitations et qualifications nécessaires aux interventions sur les installations techniques (traitement des lixiviats, hydrocyclone, etc.). Dans ce cadre, un plan de prévention est réalisé avec toute entreprise extérieure travaillant plus de 400 h/an sur site ou réalisant des travaux dangereux. De même, toute entreprise extérieure devant réaliser des travaux par points chaud est soumise à l'établissement d'un permis de feu au préalable. La consigne générale incendie est également diffusée à tous les prestataires extérieurs.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure nommée P_SSE_06, datée du 05/07/2022, qui traite de la « gestion des sous-traitants sur le site PSI ». Elle prévoit une information systématique du service "Santé Sécurité Environnement" et la rédaction d'un plan de prévention (PdP) avant tout démarrage de travaux / chantier. Il est indiqué dans la procédure que le PDP inclut la conduite à tenir en cas d'accident / incident et une demande d'engagement à respecter les valeurs et consignes "sécurité / environnement" à signer par le sous-traitant. Un accueil des sous-traitant est également prévu au démarrage du chantier. La gestion des sous-traitants est différenciée selon que leurs interventions sont régulières sur site (formalisation d'un PdP annuel) ou ponctuelles. Lors de la visite, l'Inspection a pu consulter les documents relatifs : - à un chantier ponctuel de démontage de la centrale à béton réalisé en septembre 2022 : les éléments présentés sont conformes à la procédure ; - à l'intervention régulière de la seule entreprise sous-traitante autorisée à intervenir ponctuellement sur l'unité de neutralisation du site, unité à l'origine du classement Seveso seuil bas du site : les éléments présentés sont conformes à la procédure. - à l'intervention de l'entreprise sous-traitante présente sur site le jour de l'inspection. Il s'agissait d'un chantier de mise en place d'un portillon (soudure) sur une installation de la zone "presse à balles". Le plan de prévention et le permis feu couvrant cette intervention ont été présentés. L'Inspection des installations classées s'est rendue sur place, en fin de matinée, à la fin du chantier. Les deux sous-traitants présents ont indiqué intervenir régulièrement sur le site. Ils connaissaient le point de rassemblement et les risques associés à l'activité du site PSI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Opérations d'entretien et de maintenance (permis de feu)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/09/2016, article 7.5.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation recensées conformément à l'article 7.1.1 et notamment celles recensées locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées. Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.
Constats : L'imprimé FO_SSE_56 « permis feu – prévention incendie création points chauds », daté du 20/11/2019 a été transmis à l'inspection des installations classées. Il est rattaché à la procédure de gestion des sous-traitants. Cet imprimé comporte notamment une case « <i>effectuer des inspections rigoureuses pendant 2 heures après la cessation du travail</i> » à cocher. Le permis feu délivré pour le chantier de démontage de la centrale à béton a pu être examiné. Il date du premier jour du chantier et avait une durée de validité couvrant tout le chantier. La case « effectuer des inspections rigoureuses pendant 2 heures après la cessation du travail » n'était pas cochée. L'exploitant indique que les travaux réalisés et leur emplacement (en plein air) ne le nécessitaient pas. Le permis feu délivré à l'entreprise présente le jour de l'inspection a également été examiné. Les 2 sous-traitants présents connaissaient les risques associés à leur chantier, savaient où étaient situés les extincteurs et ont précisé avoir été formés par leur employeur à la manipulation des extincteurs. Du personnel PSI était présent dans le bâtiment pendant le chantier. Les 2 sous-traitants ont précisé ne pas travailler seuls sans personnel PSI à proximité lors de leurs interventions.
Observation : L'exploitant doit approfondir sa réflexion et définir les règles associées à la surveillance réalisée après l'arrêt de travaux par point chaud afin de garantir une bonne prise en compte de la règle des 2 heures de surveillance. Les documents existants devront être révisés si besoin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Formation des entreprises extérieures (plan de formation)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Pour les opérations confiées aux entreprises sous-traitantes intervenants sur site, l'exploitant précise qu'aucune formation particulière, liées aux activités du site, n'est nécessaire. En revanche, en fonction des chantiers, l'exploitant vérifie, lors de la rédaction du PdP que les sous-traitants intervenants ont bien les habilitations / formations requises aux besoins du chantier (CACES, habilitation électrique...) En annexe des PdP présentés par l'exploitant sur les cas examinés, les attestations de formation des salariés étaient bien présentes. L'exploitant a indiqué que le personnel sous-traitant est autorisé à utiliser les extincteurs présents sur site en cas de départ de feu. Il est cependant apparu que l'exploitant ne forme pas spécifiquement les salariés sous-traitants à la manipulation des extincteurs et qu'il ne vérifie pas non plus si le salarié sous-traitant a été formé par son propre employeur. Lors de la visite, les 2 salariés sous-traitants ont indiqué avoir été formés par leur employeur.
Observation : L'exploitant doit ajouter, dans les pièces à fournir par le sous-traitant, le justificatif à la manipulation des extincteurs ou prévoir de former lui-même les salariés sous-traitants intervenant sur son site. Les documents de gestion des sous-traitants doivent être mis à jour si besoin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Formation des entreprises extérieures (contenu des formations)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Un accueil "Santé Sécurité Environnement" est délivré aux sous-traitants lors du premier jour de leur intervention sur site. Cet accueil est formalisé dans un document intitulé FO_SSE_64 mis à jour le 19/10/2022. Lors de cet accueil, réalisé soit par le service SSE, soit par un encadrant côté exploitation, il est prévu que les risques majeurs du site soient présentés et que les consignes incendie soient lues. Cet accueil permet également à l'exploitant de vérifier que les salariés sous-traitants présents à l'ouverture du chantier sont bien prévus dans le PdP et ont les formations requises pour l'intervention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Formation des entreprises extérieures (tenue des formations)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : La réalisation de cet accueil de façon formalisé a été mis en place depuis l'été 2022. L'exploitant indique prévoir un renouvellement de cet accueil tous les 2 ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Formation des entreprises extérieures (traçabilité)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'exploitant a mis en place un tableur de suivi des salariés sous-traitants qui ont suivi cet accueil. Le tableur a été vu. De plus, le document FO_SSE_64 complété par le service d'accueil lors de chaque accueil sécurisé réalisé sur le site est signé par tous les salariés sous-traitants présents lors de cet accueil. Le cas de chantier durant plusieurs jours est évoqué. En dehors du premier jour de chantier où les sous-traitants sont accueillis, les salariés sous-traitants doivent par la suite s'inscrire sur le registre entrée / sortie disponible à l'accueil du site. Si un salarié, non présent le jour de l'ouverture du chantier, est amené à venir sur le site (remplacement par exemple), l'entreprise sous-traitante est tenue d'en informer PSI.
Observation : Dans le cas de chantiers prévus sur plusieurs jours, l'exploitant ne semble pas en mesure de garantir que les salariés sous-traitants intervenants sont bien tous formés et accueillis. L'exploitant doit réfléchir à un dispositif permettant d'éviter ce risque et les documents de gestion des sous-traitants doivent être mis à jour si besoin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Formation des entreprises extérieures (vérification)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : La procédure de gestion des sous-traitants prévoit la réalisation d'audits de chantier. L'exploitant tient à jour un tableau des audits réalisés qui a pu être présenté en séance. L'exploitant a indiqué que, pour le moment, des audits sont réalisés mais peu formalisés.
Observation : L'exploitant doit formaliser les audits réalisés pour tracer cette action et permettre de vérifier la bonne application de sa procédure "gestion des sous-traitants" sur son site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Formation des entreprises extérieures (à disposition de l'inspection)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Tous les documents ayant trait à la thématique "gestion de la sous-traitance" sur le site de PSI sont conservés et archivés informatiquement. Tous ces documents ont pu être présentés à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet